

UN EFFET DE COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE AU SERVICE DE LA REGRESSION SOCIALE

Si certains se gargarisent de la consultation lancée par le gouvernement aujourd'hui sur la réforme des retraites, celle-ci est bien un semblant de démocratie.

Pas d'illusion, les problématiques et les questions posées sont orientées et les réponses attendues téléphonées. Orientations, bien évidemment dans le sens de ce dont rêvent le gouvernement et le patronat : casser notre système des retraites par répartition et solidaire, poursuivre la baisse des pensions encore plus rapidement que celle déjà programmée par les gouvernements précédents, remettre en cause les régimes spéciaux conquis sociaux arrachés par de hautes luttes.

Le gouvernement prépare ses mauvais coups avec des techniques qui ressemblent de près à celles des DRH dans les entreprises – avis fausement pris, mise en place de groupes de travail pré verrouillés, etc. – pour déboucher sur des mesures de régression sociale que le gouvernement n'assume pas et tout en se cachant derrière des « ce n'est pas de nous... c'est la consultation. » À l'instar de cette consultation qui se voudrait « moderne », ce que propose le gouvernement pour les retraites c'est l'individualisation, le chacun pour soi, etc., bref, un retour en arrière de plusieurs décennies ! Cette question mérite, au contraire, un vrai débat public et contradictoire. La vraie modernité, la démocratie, c'est ça.

La CGT fait des propositions et construit le rapport de force à tous les niveaux pour défendre notre système de retraites fondé sur la répartition et la solidarité, avec des pensions égales au minimum au Smic, un taux de remplacement de 75% par rapport au salaire de référence, un départ dès 60 ans et anticipé pour ceux qui ont subi la pénibilité au travail (1 trimestre de moins par année d'exposition). Ces propositions de progrès peuvent parfaitement être financées en mettant fin aux exonérations et aux évasions fiscales, en taxant les dividendes et en augmentant les cotisations des grosses entreprises du CAC 40 qui ne cessent de servir leur actionnaires sans contrepartie à ceux qui créent les richesses.

Le haut-commissaire à la réforme des retraites organise 8 « rencontres » dans toute la France.

Le premier « atelier » aura lieu le jeudi 6 septembre à Montreuil (lieu et horaires à préciser).

A cette occasion, nous vous proposons de nous mobiliser et de faire entendre les revendications portées par la CGT.

Montreuil, le 31 juillet 2018